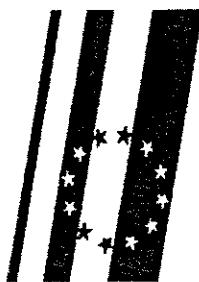


Référence Publication
Registre Actes Publiés P.M
N° 066/2014
Le Chef de Police



Validité : 07/12/2014 -



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 100-Période du 1 ^{er} Septembre au 30 Septembre 2014
--

DECISIONS



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

4^{ème} alinéa

Contrat de Cession Exposition Nougaro

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge le Madame Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4^{ème} alinéa).

VU le projet d'animation culturelle de la Commune

DECIDE S/N°127/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec l'Association Claude Nougaro représenté par Hélène Nougaro, et domicilié 53, rue Ramelet Moundi - 31100 Toulouse, un contrat de Cession de droits (location) d'exposition à l'occasion d'un concert hommage à Nougaro, du lundi 22 au lundi 29 septembre.

ARTICLE 2

Le coût de la cession de droits s'élève à 100 €.

Cette somme couvre l'intégralité des dépenses relatives à la mise à disposition de l'exposition, en sachant que le transport, l'installation et la mise en valeurs des panneaux incombent à la Ville de Saint-Orens.

En application de l'article 261 du Code Général des Impôts, l'Association Nougaro déclare ne pas être assujettie à la TVA.

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 19 septembre 2014

Par délégation du Conseil,

Le Maire,

Mme Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21/01/2014.
Et publication, affichage ou notification le

CONTRAT DE CESSION
Exposition
«Hombre et lumière»

Entre

Mairie de Saint Orens
46 Avenue de Gameville
31 650 Saint Orens

représentée par Madame Dominique Faure
Maire de Saint Orens

dénommée l'acheteur

et

l'Association Claude Nougaro,
53 chemin Ramelet Moundi
31100 Toulouse

dénommée le vendeur
représentée par sa Présidente, Madame Hélène NOUGARO,
d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit.

Article 1 – Objet, date et lieu de l'exposition –

L'Association *Claude Nougaro* met à disposition de l'acheteur, l' exposition: « *Hombre et Lumière* »,
du 22/09/2014 au 29/09/2014 inclus dans les lieux choisis par l'acheteur

Article 2 – Transport

Le transport aller et retour sera assuré par l' acheteur .

Article 3 – Assurance

L'emprunteur s'engage à assurer les expositions " de "clou à clou", c'est à dire de l'instant où le matériel est emprunté à celui où il est restitué à l'Association *Claude Nougaro*

Sur le contrat d'assurance souscrit par l'acheteur, doit figurer la valeur de l'exposition s'élevant à 1000,00 €.

Dès la signature de la convention, l'acheteur s'engage à fournir l'attestation d'assurance clou à clou, garantissant la couverture au titre de la responsabilité civile de tout dommage qui pourrait être causé par l'activité décrite dans la convention pendant la durée précisée à l'article 6.

Article 4 – Durée de la Convention

La présente convention est signée pour la période du 22 septembre 2014 au 29 septembre 2014 inclus (transport, montage, démontage et conditionnement pour le transport compris).

Article 5 – Prix de cession de l'exposition

L'acheteur s'engage à verser au vendeur, en contrepartie de ce qui précède sur présentation d'une facture, la somme de 100,00 €

Article 6 - Modalité de paiement

Le règlement des sommes dues par l'Acheteur au Vendeur, telles définies à l'article 5 du présent contrat s'élèvent à :

Montant 100,00 €

L'association Claude Nougaro n'est pas soumise à la TVA

Ce règlement sera effectué à réception de la facture, par mandat administratif.

Article 7 – Litiges

En cas de litiges, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Toulouse, le 11 septembre 2014

Pour l'Association Claude Nougaro,

Pour la Mairie de Saint Orens,

La Présidente,

Le Maire

Madame Hélène Nougaro


Madame Dominique Faure



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Location entretien du linge
pour les services de la Commune »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 126-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « location entretien du linge pour les services de la Commune », à savoir celle formulée par la société ANETT.

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 4 ans, à compter du 1^{er} novembre 2014.

Les montants fixés pour la durée totale du marché, sont les suivants :

- montant minimum HT:	60 000 €
- montant maximum HT :	85 000 €

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 30 septembre 2014

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et
Commande publique



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Convention de raccordement
pour une installation de consommation d'électricité**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant la convention de raccordement proposée, à conclure avec ERDF, pour une installation de consommation d'électricité,

Considérant la proposition de raccordement électrique de ERDF pour la réalisation des travaux nécessaires sur le réseau

DECIDE S/N° 125/2014

ARTICLE 1

De conclure avec ERDF une convention de raccordement pour une installation de consommation d'électricité, d'une puissance de 48 kVA.

ARTICLE 2

D'accepter la proposition de raccordement de ERDF, pour un montant de 8 361.72 €.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le **- 1 OCT. 2014**

Pour le Conseil

Par subdélégation de Mme le Maire,

Alain MASSA
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le - 1 OCT. 2014

Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « maîtrise d'œuvre pour
l'extension de l'école maternelle Henri Puis »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 124-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « maîtrise d'œuvre pour l'extension de l'école maternelle Henri Puis », à savoir celle formulée par M.C FAURE, avec un taux de rémunération de 6,5% + 0,5% d'OPC soit un montant estimatif de 16 800 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 30 septembre 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Affaires sociales, Logement et
Commande publique

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le

Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
4^{ème} alinéa**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

VU la délibération en date du 27 mars 2012 par laquelle le Conseil Municipal charge le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (alinéa 4),

VU le projet d'organiser un dispositif prévisionnel de secours lors de la manifestation sportive « fête du sport » le 11 octobre 2014.

VU le Budget Primitif de la Direction de la Culture, du Sport et de la Vie de la Cité,

DECIDE S/N°123/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec le Club de Sauvetage Toulousain, association agréée de Sécurité Civile par arrêté du 17 octobre 2006 pour les missions de sécurité civile de type A, domiciliée au 11 allée des Myosotis – 31520 Ramonville Saint- Agne et représentée par Mr J-P SOUBIRAN, une convention de mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours pour la manifestation sportive « fête du sport » le 11 octobre 2014 pour un montant de 360 € T.T.C.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 02 octobre 2014,

Par délégation du Conseil,
Mme Le Maire,
Dominique FAURE



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 8 OCT. 2014
Et après transmission en Préfecture :



FEDERATION FRANCAISE DE SAUVETAGE ET SECOURISME



CLUB DE SAUVETAGE TOULOUSAIN

Siège Social : 11, allée des Myosotis - 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE



CONVENTION DPS

Vue le Décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles

Vue la loi n 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile

Vue l'arrêté du 17 octobre 2006 portant agrément de sécurité civile pour la FFSS

Agrément national A secours à personne B Soutien population C Encadrement bénévole D DPS

Vue l'Arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux DPS

Il est mis en place une convention

Entre la Mairie de Saint-Orens de Gameville et la Fédération Française de sauvetage et de secourisme, Club de Sauvetage Toulousain.

Il est convenu que la FFSS 31, association agréée de sécurité civile par arrêté du 17 octobre 2006 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, mettra en place un dispositif prévisionnel de secours pour la manifestation suivante et uniquement aux dates et horaires de l'annexe :

Le Samedi 11 octobre 2014

De 13h30 à 18h30

voir dossier technique en annexe

Adresse : Complexe sportif, rue des sports 31650 Saint-Orens

type manifestation : Initiation multi-activités sportives

Nb de public : 400

Au vu des éléments fournis par le demandeur, et suivant le RIS :

	Niveau de Risque			
	Faible	Modéré	Moyen	Elevé
	0,25	0,30	0,35	0,40
Indicateur P2			X	
Indicateur E1		X		
Indicateur E2		X		

Indice total de risque : $i = P2 + E1 + E2 = 0,35 + 0,30 + 0,30 = 0,95$

Effectif prévisible déclaré du public : $P1 =$ Si $P1 \leq 100\ 000$ personnes alors $P = P1$
Si $P1 > 100\ 000$ personnes alors $P = 100\ 000 + (P1 - 100\ 000 / 2)$

Ratio Intervenants Secouristes : $RIS = i \times P / 1000 = 0,95 \times 400 / 1000$

RIS = 0,38 Effectifs pairs d'intervenants secouristes = 2
Type de DPS : Petite Envergure

4 secouristes seront prévus au lieu de 2 en raison des risques particuliers liés à la manifestation.



FEDERATION FRANCAISE DE SAUVETAGE ET SECOURISME



CLUB DE SAUVETAGE TOULOUSAIN

Siège Social : 11, allée des Myosotis - 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE



Le demandeur mettra à disposition du prestataire :

- LIGNE ELECTRICITE 220 V 15 A
- Ligne téléphonique entrante et sortante
- ESPACE pour poste de secours
- une infirmerie de 5x5 m minimum
- Attestation d'Assurance RC couvrant les matériels mis à disposition
- Signalisation et accessibilité des équipes de secours
- Signature de la présente convention avant la manifestation

Le prestataire mettra à disposition du demandeur :

- Matériels nécessaires pour assurer le poste de secours selon le formulaire rempli par le demandeur

Il est convenu également que le demandeur réglera au Club de Sauvetage Toulousain en contrepartie de la prestation de service rendu la somme de 360€ pour la durée prévue.

Le règlement du demandeur devra être effectué dès réception de la facture.

- **Pendant toute la durée de la manifestation, le responsable de la FFSS 31 assurera les fonctions de commandant des opérations de secours (COS)**
- L'ensemble des interventions des Secouristes FFSS 31 étant régulé par le SAMU, ce dernier assure le choix des vecteurs d'intervention ou d'évacuation nécessaire.

Fait en 2 exemplaires, le 01 octobre 2014 à Ramonville-Saint-Agne

Pour la mairie de Saint-Orens,
Dominique Faure
Maire

Pour le Club de Sauvetage Toulousain
Jean Pierre Soubiran,
Président

Lu et Approuvé,

Madame le Maire
Dominique FAURE





**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « fourniture et pose du
panneau d'affichage du gymnase P.P Riquet »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 122-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « fourniture et pose du panneau d'affichage du gymnase P.P Riquet, à savoir celle formulée par l'entreprise GRUNENWALD, pour sa variante n°2, pour un montant de 4620 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 17 septembre 2014

Pour le Conseil
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « location des illuminations
de Noël »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 121-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « location des illuminations de Noël », à savoir celle proposée par le groupe LEBLANC (variante + prestation supplémentaire éventuelle), pour un montant annuel TTC de 11 255.94 €.

Le marché est conclu pour une durée allant de la date de notification au 31 janvier 2017 (soit jusqu'à la fin de la troisième période des fêtes de fin d'année).

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 17 septembre 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**6ème alinéa
REGLEMENT DE SINISTRE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 6).

Vu l'indemnité proposée par la SMACL, assureur « Dommages aux Biens » de la Commune, suite au vol du défibrillateur placé sur le mur extérieur de la Mairie, le 02 juin 2014,

CONSIDERANT que cette indemnité correspond au montant de la facture de remplacement de l'appareil volé, diminué de la franchise de 200 €, conformément aux clauses du marché des assurances de la Ville,

DECIDE S/N° 120/2014

ARTICLE 1

D'accepter l'indemnité proposée par la SMACL d'un montant de 1 228 €.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 17 SEP. 2014

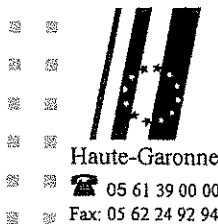
Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

10 SEP. 2014

**VILLE DE SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4^{ème} alinéa

**Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle
Compagnie A CLOCHE PIED**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35,
Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).
Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».
Vu le budget primitif de la Direction Petite Enfance
Considérant le projet de prestation pour le spectacle de Noël,

DECIDE S/N° 118/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec l'association « La compagnie A CLOCHE PIED » – 6, impasse Marcel Paul – Zone Industrielle de PAHIN – 31170 Tournefeuille, représentée par Monsieur Christian FAGET, Président, un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle pour deux représentations sur le territoire de Saint-Orens de Gameville le vendredi 19 décembre 2014, l'une à 09 H 45 et l'autre à 10 H 45 pour un montant de 800,00 Euros TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 9 septembre 2014

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources
Humaines



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 11/09/2014
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Attribution des lots 2 et 3 du marché « formations aux
permis CACES et au permis de conduire EB »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 46

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Vu la décision N°108-2014 du 22 juillet 2014 attribuant les lots 2 et 3 du marché « formations aux permis CACES et au permis de conduire EB » à la société FOVEA.

Considérant qu'en vertu de l'article 46 III du Code des marchés publics selon lequel « le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les certificats et attestations prévus au I et II. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué ».

Considérant que l'entreprise FOVEA n'a pas transmis les documents de l'article 46 du Code des Marchés publics dans le délai imparti et qu'il convient dès lors de solliciter le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne en vue de lui attribuer le marché, à savoir pour les lots 2 et 3 : le GRETA Toulouse

DECIDE S/N°117-2014

ARTICLE 1

De rejeter l'offre présentée par l'entreprise FOVEA et d'éliminer la dite entreprise pour l'attribution des lots 2 et 3 du marché « formations aux permis CACES et au permis de conduire EB » pour défaut de production des certificats et attestations prévus aux I et II de l'article 46 du Code des marchés publics dans le délai imparti.

ARTICLE 2

D'attribuer les lots 2 et 3 du marché « formations aux permis CACES et au permis de conduire EB » à :

- Lot 2 Formation initiation CACES PEMP 3 B en inter : GRETA Toulouse, pour un montant de 444.39 € TTC par stagiaire (frais annexes inclus).
- Lot 3 Formations initiation et recyclage CACES PEMP 1 B en intra : GRETA Toulouse, pour l'offre de base (utilisation du matériel du candidat), pour un montant total de 2988 € TTC.

ARTICLE 3

De préciser que l'attribution des lots 1 et 4 par la décision n°108-2014 du 22 juillet 2014 reste inchangée.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 1^{er} septembre 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,

A circular official stamp of the commune of Saint-Orens de Gameville is visible behind the signature. The stamp contains the text "MAIRIE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE" and "31120". The signature is a cursive script over the stamp.

M. Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4^{ème} alinéa

Prestations de services Bureautique

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu le Code des marchés publics et notamment son article 28,
Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).
Considérant l'offre présentée par la société CLB Conseils pour le marché de prestations de services Bureautique.

DECIDE S/N° 116/2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « prestations de services Bureautique », formulée par la société CLB Conseils (n° SIRET : 517.911.509.000.19).

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 27 août 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 28 Août 2014
Et publication, affichage ou notification le 28 Août 2014



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2014013
Emplacement : N/12

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la décision n° 107/2014 accordant à M. et Mme AUTHIER une concession Cinquantenaire
Considérant la demande présentée par M. AUTHIER Jean et Mme QUINONES Jocelyne épouse AUTHIER demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 17 rue des Capitouls, et tendant à modifier cette concession de terrain pour une durée perpétuelle

DECIDE S/N° 115/2014

Article 1 - La décision n° 107/2014 est retirée.

Article 2 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. AUTHIER Jean et Mme QUINONES Jocelyne épouse AUTHIER et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPETUELLE**

à compter du 8 juillet 2014

Article 3 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de 3280,00 €.

Article 4 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 5 - La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le **5 - SEP. 2014**

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire



Alain MASSA
Adjoint au Maire aux finances et Ressources
Humaines

ARRETES

Demande déposée le 25/06/2014 complétée le 21/07/2014

N° PC 031 506 14 00025

Par :	Monsieur ROQUES Jean-Philippe
Demeurant à :	AVENUE DE REVEL 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Edifier deux maisons individuelles
Sur un terrain sis à :	IMPASSE JACQUES PREVERT AY 21

Surface de plancher
créée : 181 m²

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 2

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu la surface de plancher existante conservée de 168 m²,

Vu le complément de dossier déposé le 21/07/2014,

Vu l'avis favorable en date du 09/07/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 2x12 kVA,

Vu l'avis en date du 22/07/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 04/08/2014 du SICOVAL – Service Eau et Assainissement, assorti de prescriptions,

ARRETE N° 23 413

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

.../...

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
 - soit déposée contre décharge à la mairie.
- DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241 et suivants du code des assurances.
- DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est déléguée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
- Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DU LAURAGAIS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr et Mme SABADIE et tous les participants à cette manifestation en date du 25 juillet 2014, à l'occasion du repas de quartier «RUE DU LAURAGAIS».

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier rue du Lauragais organisé par Mr et Mme SABADIE au nom de tous les participants à cette manifestation pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N°23417 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – rue du Lauragais », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur le parking, situé entre le numéro 39 et le numéro 41 de l'avenue de Lauragais.

**DU VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2014 – 18H00
AU SAMEDI 13 SEPTEMBRE 2014 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

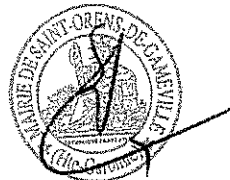
Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 8 septembre 2014

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DES AIRELLES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Monsieur CARRUEZCO en date du 1^{er} septembre 2014, à l'occasion du repas de quartier de la rue des Airelles.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue des Airelles organisé par Monsieur CARRUEZCO et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N°23418 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – rue des Airelles », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue des Airelles dans sa totalité :

**DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE 2014 – 18H00
AU SAMEDI 20 SEPTEMBRE 2014 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 8 septembre 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER FIRMIS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Madame ORTUNO en date du 16 mai 2014, à l'occasion du repas de quartier «FIRMIS».

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Firmis organisé par Madame ORTUNO et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N°23419 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation «repas de quartier Firmis», la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux RUE DE FIRMIS dans sa totalité :

DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 2014 DE 9H00 A 19H00

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 8 septembre 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DU THYM**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Madame TALOU en date du 4 juin 2014 à l'occasion du repas de quartier de la rue du Thym.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue du Thym organisé par Madame TALOU et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N°23420 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – rue du Thym », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue du Thym dans sa totalité :

**DU SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2014 - 18H00
AU DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2014 - 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE
Le 8 septembre 2014

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 26/09/2014
Et après transmission en Préfecture : Néant

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
Tél : 05 61 14 88 41
Télécopie : 05 61 52 41 58

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DU LOTISSEMENT BEL HORIZON/PYRENEES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Monsieur TRICOT, Président de l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » en date du 14 mars 2014, à l'occasion du repas de quartier «LOTISSEMENT BEL HORIZON/PYRENEES».

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier du lotissement Bel Horizon/Pyrénées organisé par Monsieur TRICOT, Président de l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N°23421 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – lotissement Bel Horizon/Pyrénées », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur la placette de la rue des Pyrénées entre les numéros 15 et 21, située en agglomération.

LE DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 2014 DE 9H00 A 19h00

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 8 septembre 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 19/09/2014
Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
ET DU STATIONNEMENT A L'OCCASION DU VIDE GRENIER**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 92-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Monsieur MEXES Président du Comité des Fêtes en date du 4 juillet 2014,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la manifestation «Vide grenier » organisé par le Comité des Fêtes et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23423/2014

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « Vide grenier », la circulation de tous types de véhicules sera interdit, à l'exception des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux **sur la Place JEAN BELLIERES** et dans toutes les rues adjacentes suivantes :

- rue de Lentourville au niveau de l'intersection rue du Parc (face au 46, rue de Lentourville)
- avenue Jean Bellières depuis l'intersection rue Sylvain Leygue jusqu'à l'intersection avenue des Chênes.

**LE DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 2014
DE 6H00 A 21H00**

La circulation sera déviée :

- pour l'avenue Jean Bellières par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue.
- pour la place Jean Bellières et la rue de Lentourville par la rue du Parc et la rue du Moulin.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville
- Mr le Commandant du SDIS
- Mr le Président du Comité des Fêtes

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

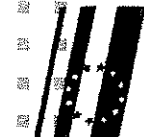
Le 8 septembre 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU la demande présentée par **Madame MAGOGA veuve HERMET** en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du caveau familial situé dans le cimetière de Saint-Orens NCII emplacement M/41, concession n°366, les corps de Monsieur **Eloi HERMET**, son époux, décédé le 10 mars 2014 et de Mademoiselle **Charlotte LALLEMENT-HERMET**, sa belle-fille, décédée le 02 février 1994,

Considérant que les **Marbreries LAVOS** ont été désignées en qualité de mandataire pour la représenter les jour et heure de l'exhumation,

ARRETE N° 23 428

Article 1 : Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation des corps de Monsieur Eloi HERMET et de Mademoiselle Charlotte LALLEMENT-HERMET, en vue :

- de la réinhumation des cercueils contenant les corps après travaux
- ✓ dans la concession perpétuelle n°366 section **M/41 – NINARET NCII** délivrée le **07/09/1994** dudit cimetière

Article 2 : Ces opérations auront lieu le 12/09/2014 à 07h30, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire et de Jean-Michel GUICHARD, Chef de Police Municipale, déléguée à cet effet qui veillera à l'exécution des mesures prescrites par les articles R 2213-41 et R 2213-42 du Code Général des Collectivités Territoriales et dressera de l'opération un procès-verbal qui nous sera remis.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération sont les Marbreries LAVOS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 11 SEP. 2014

Pour Madame le Maire,
Par délégué

M. Etienne LOURME

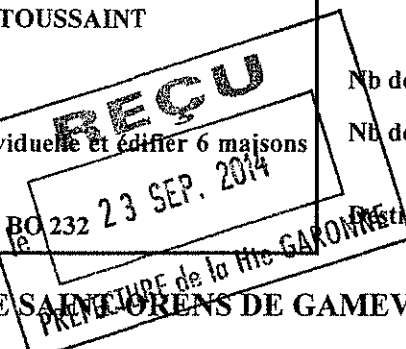
Adjoint au Maire

Travaux, Voirie, Entretien des bâtiments publics,
Réseaux, Cimetières

Demande déposée le 10/09/2014

N° PC 031 506 13 00022

Par :	Monsieur GONSOLIN Harold	Surface de plancher créée : 510m ²
Demeurant à :	27 RUE DU COLONEL TOUSSAINT 31500 TOULOUSE	Nb de logements : 6
Représenté par :		Nb de bâtiments : 4
Pour :	Démolir une maison individuelle et édifier 6 maisons individuelles mitoyennes	Destination : Habitation
Sur un terrain sis à :	50 RUE DE LALANDE	



MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1300022 délivré le 26/09/2013,

Vu la lettre reçue le 10/09/2014 demandant que soit retiré le permis de construire susvisé,

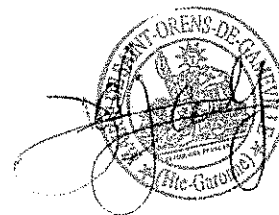
CONSIDERANT que les travaux ne sont pas commencés,

ARRETE N° 23 465

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire n° 031 506 1300022 délivré le 26/09/2013 est **RETIRE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 15/09/2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 23 SEP 2014

Demande déposée le 12/09/2014

N° PC 031 506 12 00052

Par : **SARL CEMOBAT**
Demeurant à : **14 RUE DES RENFORTS
31000 TOULOUSE**
Représenté par : **Monsieur MICHAUD Jean-Yves**
Pour : **Edifier 9 maisons de ville et réaménager une maison
individuelle en 4 logements**
Sur un terrain sis à : **43 IMPASSE DE FONDARGENT BS 103**

Surface de plancher
créée : **1110 m²**

Nb de logements : **13**
Nb de bâtiments : **3**

Destination : **Habitation**

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1200052 délivré le 07/03/2013,

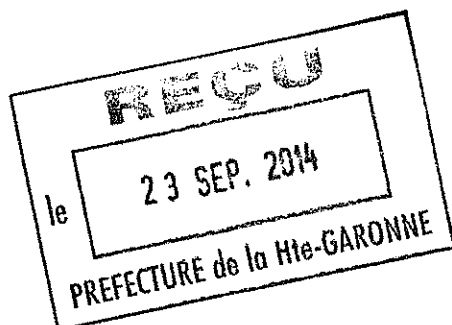
Vu la lettre reçue le 12/09/2014 demandant que soit retiré le permis de construire susvisé,

CONSIDERANT que les travaux ne sont pas commencés,


ARRETE N° 23 469

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire n° 031 506 1200052 délivré le 07/03/2013 est RETIRE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 15/09/2014



Pour le Maire
Par délégation


Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 23 SEP 2014

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un certificat de conformité qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également dans le même délai saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet lorsque le certificat est délivré au nom de l'Etat.
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse*

Demande déposée le 09/07/2014

Par :	S.A. D'HLM SEHE
Demeurant à :	5 AVENUE MARCEL DASSAULT 31500 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur BAYLAC Thomas
Pour :	Edifier un bâtiment collectif de 16 logements
Sur un terrain sis à :	CHEMIN DE TUCARD - Ilot B3a BD 15

RECU**23 SEP. 2014**

PREFECTURE de la Hte-GARONNE

N° PC 031 506 14 00028Surface de plancher
créée : 1036 m²

Nb de logements : 16

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Orens approuvant le dossier de création de la Z.A.C. de TUCARD en date du 01/07/2004,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du Grand Toulouse approuvant le transfert du dossier de création de la Z.A.C. et l'avenant de transfert de la Convention Publique d'Aménagement en date du 30/03/2007,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du Grand Toulouse approuvant le dossier de réalisation de la Z.A.C. de TUCARD en date du 30/03/2007,

Vu le Cahier de Charges de Cession de Terrains du lot B3a ainsi que ses prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales et environnementales, approuvé le 16/10/2012,

Vu la surface de plancher existante conservée de 1347 m²,

Vu le complément de dossier déposé le 09/09/2014,

Vu l'avis favorable en date du 21/07/2014 du service E.R.D.F.,

Vu l'avis en date du 24/07/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 24/07/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 07/08/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle Sud-Est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 28/08/2014 de la SEM OPPIDEA,

ARRETE N° 23 472**ARTICLE 1** : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.**ARTICLE 2** : Les prescriptions émises par les services Etudes et Développement du Pôle sud-est et la Direction du Cycle de l'eau de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne, E.R.D.F., devront être respectées.**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 16/09/2014

Pour le Maire
Par délégation


Marc DEL BORRELO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU la demande présentée par **Madame Lydie GORGUES épouse DELBREIL** en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer de la sépulture particulière situé dans le cimetière de Saint-Orens NCII emplacement N/81, concession n°458, délivrée le 23 novembre 2000, le corps de Monsieur **Daniel Albert Alain GORGUES**, son père, décédé le 28 janvier 1996, **Considérant** que Madame Lydie DELBREIL est le plus proche parent et que les **Pompes Funèbres ROC-ECLERC** ont été désignées en qualité de mandataire pour la représenter les jour et heure de l'exhumation,

ARRETE N° 23 478

Article 1 : Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation du corps de Monsieur Daniel GORGUES, en vue :

- ✓ du transfert du corps pour inhumation au cimetière de LAFRANCAISE (82)

Article 2 : Ces opérations auront lieu le jeudi 25/09/2014 à 07h15, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire et de Jean-Michel GUICHARD, Chef de Police Municipale, déléguée à cet effet qui veillera à l'exécution des mesures prescrites par les articles R 2213-41 et R 2213-42 du Code Général des Collectivités Territoriales et dressera de l'opération un procès-verbal qui nous sera remis.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération sont les Pompes Funèbres ROC-ECLERC.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 23 SEP. 2014

Pour Madame le Maire,
Par délégation,


M. Etienne LOURME -
Adjoint au Maire

Travaux, Voirie, Entretien des bâtiments publics,
Réseaux, Cimetières

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**ARRETE PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS DE
PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Mme Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 22,

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres de la commune de Saint-Orens de Gameville.

Considérant que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut, conformément à l'article 22 du Code des marchés publics, organiser son remplacement en désignant un représentant appelé à présider la Commission d'appel d'offres lorsqu'elle ne peut pas y participer,

Considérant que Madame Josiane LASSUS PIGAT a été élue Conseillère Municipale le 23 mars 2014,

Considérant que les 9 Adjoints au Maire sont tous titulaires d'une délégation de fonction et de signature,

Considérant que Madame le Maire décide de déléguer à Madame Josiane LASSUS PIGAT sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres pour une bonne administration des affaires communales.

ARRETE S/N° 23 481

ARTICLE 1

Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère Municipale, est déléguée, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres.

Cette délégation est consentie de manière ponctuelle dans le cadre de l'attribution du marché public « gestion et organisation de l'activité de l'espace culturel Altigone ».

ARTICLE 2

Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère Municipale, est déléguée à l'effet de signer tous les documents relatifs à sa délégation : convocation de la CAO, procès-verbaux de réunions et tous les courriers y afférant.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, notifié au délégataire, affiché et publié au Registre des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 29 septembre 2014

Le Maire

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 01/10/2014

Affichage le : 01/10/2014

Publication le :

Notification le :



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 Saint-Orens de Gameville ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Dans le Parc de Catala dans le cadre du concert « Nous-Garo » le 28 septembre 2014.

Le 26/09/2014.....

ARRETE DU MAIRE N° 23490

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 23059 du 14 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, cinquième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 Saint-Orens de Gameville.

Article unique :

Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 Saint-Orens de Gameville est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Dans le Parc de Catala dans le cadre du concert « Nous-Garo » le 28 septembre 2014.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,
Le 25 septembre 2014.

Pour le Maire,
Pour délégation,


Serge JOP

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT,

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 26/09/2014

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur André PUIS
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 10 octobre 2014 à 16 heures 30 minutes au 12 octobre 2014 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23491

ARTICLE 1 Monsieur André PUIS

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 10 octobre 2014 à 16 heures 30 minutes au 12 octobre 2014 inclus.

ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 26 septembre 2014.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 29/09/2014
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Jean FARENC
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 7 novembre 2014
à 16 heures 30 minutes au 9 novembre 2014 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23492

ARTICLE 1 Monsieur Jean FARENC

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 7 novembre 2014
à 16 heures 30 minutes au 9 novembre 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L' intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 26 septembre 2014.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 29/09/2014
Et publication, affichage ou notification le

Demande déposée le 18/06/2014

N° AT 031 506 14 00010

Par : **OKAIDI**

Représenté par : **Madame VANDERPLANCKE NADEGE**

Pour : **Aménager une boutique à l'enseigne
« OKAIDI »**

Sur un terrain sis à : **5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS
CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS**

CATEGORIE : 1^{ère}

TYPE : M

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de la Haute-Garonne pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28 juillet 2014, reçu le 4 août 2014;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 29 juillet 2014, reçu le 6 août 2014;

ARRETE N°23 493

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le 30/09/2014

Pour le Maire
Par délégation

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 17/10/2014

Demande déposée le 05/06/2014

N° AT 031 506 14 00008

Par :	GRAND VISION FRANCE
Représenté par :	Monsieur GUILLOT Jean-François
Pour :	Aménager une boutique à l'enseigne « GENERALE D'OPTIQUE »
Sur un terrain sis à :	5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS

CATEGORIE : 1ère

TYPE : M

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de la Haute-Garonne pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28 juillet 2014, reçu le 4 août 2014;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 29 juillet 2014, reçu le 6 août 2014;

ARRETE N°23 494

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le 30/09/2014

Pour le Maire
Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

01 OCT 2014

AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU la demande présentée par **Monsieur Jacques MARCHAL** en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du caveau familial situé dans le cimetière de Saint-Orens NCI emplacement C2/29, concession n°39, les corps de Monsieur **Emile PROUDHOM**, son beau-père, décédé le 18 novembre 1972 et de Madame **Anna AMIEL** épouse **PROUDHOM**, sa belle-mère, décédée le 11 décembre 1994,
Considérant que les **Marbreries LAVOS** ont été désignées en qualité de mandataire pour la représenter les jour et heure de l'exhumation,

ARRETE N° 23 498

Article 1 : Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation des corps de Monsieur et Madame **PROUDHOM**, en vue :

- de la réduction des corps et de la réinhumation des reliquaires contenant les corps
✓ dans la concession perpétuelle n°39 section **C2/29 – NINARET NCI** délivrée le **14 août 1973** dudit cimetière

Article 2 : Ces opérations auront lieu le 02/10/2014 à 07h30, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire et de Jean-Michel GUICHARD, Chef de Police Municipale, déléguée à cet effet qui veillera à l'exécution des mesures prescrites par les articles R 2213-41 et R 2213-42 du Code Général des Collectivités Territoriales et dressera de l'opération un procès-verbal qui nous sera remis.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération sont les Marbreries LAVOS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le **30 SEP. 2014**

Pour Madame le Maire,
Par délégation.

M. **E. LOURME**
Adjoint au Maire

Travaux, Voirie, Entretien des bâtiments publics,
Réseaux, Cimetières

